



VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul
Semaine du 16 au 19 mars 2026

Faits saillants

- Japon : maintien du taux directeur de la BoJ
- Japon : projet de renforcement du contrôle des investissements étrangers
- Corée du Sud : plafonnement des prix des carburants et recours accru au nucléaire face aux tensions énergétiques actuelles
- Région : le blocage du détroit d'Ormuz à l'origine de tensions sur l'approvisionnement de plusieurs secteurs industriels clefs

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 19/03	Var. vs. 13/03
USD/JPY	159,3	-0,1 %
USD/KRW	1 501	+0,3 %
Nikkei 225	53 373 pts	-0,8 %
KOSPI	5 763 pts	+5 %
JGB 10 ans	2,266 %	+2,2 pbs
KTB 10 ans	3,698 %	+1,8 pbs

Japon

Macroéconomie

Politique monétaire | La Banque du Japon (BoJ) a maintenu son taux directeur à 0,75 % lors de sa réunion de politique monétaire du 19 mars (à 8 voix contre 1), témoignant d'une approche attentiste face à des signaux domestiques encourageants mais compromis par l'accroissement des risques exogènes. Si la reprise de l'activité (croissance du PIB réel de 1,3 % en rythme annualisé au T4 2025) et la progression des salaires nominaux attendue à la suite des négociations de printemps (*Shuntō*) – y compris dans les PME – pourraient favoriser l'enclenchement d'une boucle prix-salaires souhaitée par la BoJ, la hausse des prix de l'énergie induite par le conflit au Moyen-Orient pourrait engendrer des pressions stagflationnistes, avec un pouvoir d'achat des ménages érodé par une inflation importée et une croissance bridée par une consommation ralentie. Les prix du carburant atteignent actuellement un niveau record, en hausse de +18 % sur une semaine à 190,8 JPY/litre, au plus haut depuis 1990. Dans ce contexte, le Gouverneur Ueda, lors de sa conférence de presse, a adopté un ton relativement *hawkish*, confirmant que la BoJ poursuivrait la normalisation de sa politique monétaire tant que l'économie évoluerait conformément à ses anticipations. Il a néanmoins souligné les incertitudes entourant les effets combinés de la dépréciation du yen et de la hausse des prix de l'énergie sur l'inflation sous-jacente et sur l'activité.

Contrôle des investissements étrangers | Le 17 mars, le gouvernement japonais a arrêté en Conseil des ministres, puis déposé à la Diète, un projet de révision de la loi sur les changes et le commerce extérieur (*Foreign Exchange and Foreign Trade Act*, FEFTA) destiné à durcir le contrôle des investissements étrangers au nom de la sécurité économique. Le texte étend le champ du filtrage aux prises de contrôle indirectes – notamment en cas d’acquisition de plus de 50 % des droits de vote d’une société étrangère détenant certaines participations dans une entreprise japonaise, ou de prise de contrôle de ses organes de direction – et élargit la notion d’« investisseur étranger » aux personnes agissant, en vertu d’un contrat ou d’autres arrangements, pour le compte de non-résidents. Il formalise en outre les mesures d’atténuation des risques, permet, dans certains cas non initialement soumis à notification préalable, de demander des rapports puis d’ordonner des cessions ou d’autres mesures correctrices, et renforce, enfin, la consultation obligatoire des administrations concernées. Cette réforme, qui s’inscrit dans un mouvement plus large de resserrement du dispositif japonais face aux risques de transferts de technologies et d’informations sensibles, rapproche ainsi davantage le Japon des mécanismes de contrôle stratégique des investissements observés dans d’autres grandes économies.

Investissements d’avenir | Dans le cadre de la préparation du 7^e Plan pour la science, la technologie et l’innovation (2026-2030), le gouvernement envisage le relèvement significatif de ses objectifs d’investissement en R&D, en doublant possiblement la cible d’investissement public par rapport au plan précédent, pour le porter à 60 000 Mds JPY (376 Mds USD), avec parallèlement un objectif total renforcé de 120 000 Mds JPY (752 Mds USD). Le futur plan devrait mettre l’accent sur les technologies stratégiques et duales – notamment l’IA, les semi-conducteurs, le quantique, le spatial et le nucléaire (dont la fusion) –, dans une logique combinée de compétitivité industrielle et de sécurité économique. Il vise aussi à accroître l’effet de levier sur l’investissement privé, par le biais d’incitations fiscales, le soutien à la recherche fondamentale et le renforcement des financements des universités. Cette stratégie répond notamment au niveau relativement faible du soutien public à la R&D des entreprises au Japon (environ 7,7 % dans l’Archipel, contre 11,3 % en moyenne dans les pays de l’OCDE), limitant la capacité des politiques publiques à orienter l’effort d’innovation.

Secteur financier

Marché des changes | Le yen est resté sous pression cette semaine, dans un contexte de tensions accrues au Moyen-Orient et de hausse des prix de l’énergie. La devise a frôlé le seuil de 160 JPY/1 USD – niveau déjà associé aux épisodes d’intervention des autorités japonaises en 2024 – avant de s’établir autour de 159,5 JPY/1 USD, son plus bas niveau depuis la mi-2024. Cette dépréciation reflète le double effet du renchérissement de la facture énergétique – dans une économie très dépendante des importations d’hydrocarbures – et du raffermissement du dollar, soutenu par son statut de valeur refuge. Face à ces tensions, les autorités ont renforcé leur communication, la Ministre des Finances, S. Katayama, réaffirmant leur disposition à intervenir « à tout moment » en cas de mouvements excessifs. L’impact de ces déclarations demeure toutefois limité à ce stade, les déterminants fondamentaux – différentiel de taux avec les États-Unis, choc énergétique et flux en faveur du dollar – continuant de prévaloir. Lors de la conférence de presse du Gouverneur Ueda au cours de l’après-midi du 19 mars, le yen a néanmoins enregistré un léger rebond, revenant autour de 159,2 JPY/1 USD.

Marché obligataire | Les rendements des obligations souveraines japonaises (JGB) sont restés globalement stables cette semaine, le taux à 10 ans s’établissant autour de 2,28 % et celui à 30 ans à 3,54 %. En dépit de l’annonce de nouvelles subventions aux carburants et de l’adoption par la Chambre basse d’un budget 2026-2027 au niveau de dépenses inédit

(122 300 Mds JPY, soit 770 Mds USD), la solidité de la demande enregistrée lors de l'adjudication à 20 ans – intervenue le 18 mars, au lendemain de l'adoption du budget – a partiellement rassuré les marchés sur la capacité du Japon à continuer d'attirer les investisseurs sur le segment long de sa dette souveraine.

Secteurs non financiers

Construction navale & IA | À l'occasion de la rencontre entre la Première ministre Takaichi et le Président Trump le 19 mars, le Japon et les États-Unis devraient annoncer un projet conjoint de R&D d'un montant de 100 Mi USD dans la construction navale, intégrant l'IA. Ce projet s'inscrit dans le cadre du mémorandum de coopération signé en octobre 2025, faisant suite à l'accord commercial conclu en juillet prévoyant 550 Mds USD d'investissements japonais aux États-Unis. Il vise à renforcer les capacités industrielles et technologiques des deux pays dans un secteur clé pour les échanges commerciaux japonais, dont plus de 99 % transitent par la voie maritime. Cette initiative est en cohérence avec la stratégie nationale de relance de la construction navale portée par la Première ministre, avec un objectif de doublement de la production d'ici 2035 (de 9 à 18 millions de tonnes) et un soutien public accru via un fonds dédié. Le Japon souhaite regagner des parts de marché, relégué à la 3^{ème} place mondiale dans ce secteur face à la concurrence de la Corée du Sud et de la Chine.

Iran – Pétrochimie | Depuis le 16 mars, plusieurs grands industriels incluant *Mitsubishi Chemical*, *Asahi Kasei*, *Mitsui Chemicals* et *Idemitsu Kosan* ont annoncé des réductions de leur production d'éthylène, qui concernaient au moins la moitié des 12 installations de production d'éthylène du Japon, conséquence directe du blocage sur le détroit d'Ormuz. *Idemitsu Kosan* a aussi indiqué réduire sa production sur deux sites représentant 16 % de la production nationale. L'éthylène est une molécule de base (« *building block* ») de la pétrochimie, et précurseurs essentiels de nombreux produits industriels des chaînes de valeurs des secteurs automobile (pièces légères, isolants et caoutchouc), électronique (isolants de câbles, composants plastiques) semiconducteur (résine epoxy, résine photosensibles), construction et textile. Ces industries, très dépendantes de l'éthylène, représentent à elles seules près de 11 % du PIB. Or, la production nationale d'éthylène est tributaire des achats de produits pétroliers, dont 80 % environ transitent par le détroit d'Ormuz, sous forme de pétrole brut – couvrant 95 % des importations japonaises – ainsi que de produits raffinés, en particulier le naphta, intrant essentiel à la production d'éthylène, qui en représente environ 60 %. Dans ce contexte, la mobilisation des stocks stratégiques de pétrole brut décidée par les autorités ne pourrait couvrir qu'une part limitée des besoins domestiques en naphta via le raffinage national (40 %), dont les capacités restent structurellement insuffisantes pour répondre à la demande industrielle. Dès lors, un blocage prolongé du détroit, au-delà de ses effets sur les prix de l'énergie, ferait peser un risque de tensions majeures sur l'ensemble du tissu industriel japonais.

Corée du Sud

Secteurs non-financiers

Énergie | Le gouvernement sud-coréen continue de déployer un éventail de mesures visant à éviter une prolongation de la tension du secteur de l'énergie liée à la crise au Moyen-Orient. À cet effet, un plafonnement temporaire des prix de gros du pétrole fourni par les entreprises de raffinage a été instauré, à 1 724 KRW (soit 1,16 USD) le litre pour l'essence ordinaire,

1 713 KRW (1,15 USD) pour le diesel, et 1 320 KRW (0,89 USD) pour le kérosène domestique jusqu'à fin mars, avec un ajustement toutes les deux semaines. Cette mesure prévoit aussi de renforcer la production d'énergie nucléaire, en rehaussant le taux d'utilisation des centrales de 65 % à 70 % et jusqu'à 80 % d'ici à mi-mai. En parallèle, le Président Jae-myung Lee a demandé au Parlement de préparer un budget supplémentaire « de guerre » dans les plus brefs délais. La Corée du Sud a participé aux discussions visant à garantir la sécurité énergétique régionale en temps de crise lors du sommet Indopacifique de Tokyo.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.